

## RAPPORT FINANCIER

### Le mot du trésorier

**T**out d'abord, nous devons nous réjouir de constater qu'année après année nos comptes présentent un résultat positif ; malgré l'environnement difficile, nous pouvons ainsi continuer à soutenir les populations les plus démunies avec efficacité. Il faut remercier toutes les personnes qui à des titres divers ont permis cette réussite : les fidèles donateurs, les membres actifs et les salariés de l'association.

Toutefois, l'analyse du compte emplois-ressources (voir ci-après) permet de constater la fragilité du résultat ; en effet, celui-ci est atteint grâce à des legs exceptionnels qui restent éminemment aléatoires. Par ailleurs, comme nous le craignons, les subventions publiques ont été plus difficiles à obtenir que précédemment et leur volume 2007 est en forte baisse par rapport aux années précédentes. Plus que jamais, la nécessité d'accroître nos ressources stables reste une priorité si nous voulons maintenir notre niveau de soutien à nos partenaires du Sud.

Dans cette optique, dès 2007, deux actions ont été entreprises pour renforcer notre collecte de fonds; leurs coûts apparaissent dans nos comptes. D'une part, nous avons lancé une action de prospection pour trouver de nouveaux donateurs. D'autre part, nous avons développé nos actions en France pour rechercher de nouvelles formes de contribution et

trouver de nouveaux militants pour participer à nos activités.

Par ailleurs, pour illustrer les difficultés auxquelles nous devons faire face pour réaliser nos missions, il est éclairant de regarder plus en détail le projet de soutien aux travailleurs du secteur informel au Pakistan, conduit avec notre partenaire Piler. Ce projet s'est terminé en 2006. Suite à un audit, bien que ses conclusions ne mettent en cause ni l'honnêteté de notre partenaire ni la nôtre, il se pourrait que l'Union européenne nous demande de rembourser une partie de la subvention qu'elle nous avait accordée. De fait, le litige porte sur le non respect de la lettre du contrat conclu entre Frères des Hommes et l'UE : des actions, non prévues dans le contrat initial mais concourant tout à fait à la réalisation de ses objectifs, ont été menées, elles ne seront finalement peut-être pas financées par l'Union européenne. A titre d'illustration, les programmes de formation utilisant la radio comme média n'étaient pas prévus au contrat; en effet, au moment de sa signature, les radios libres ne pouvaient émettre au Pakistan, elles ont été autorisées en cours de contrat ; les coûts de ces programmes de formation, qui par souci d'efficacité ont utilisés la radio, sont contestés par l'Union européenne alors qu'ils ont pleinement participé à la réalisation des objectifs fixés dans le contrat ; à noter que ces émissions ont été primées au Pakistan pour leur qualité. Une deuxième illustration caracté-

ristique concerne les justificatifs à fournir dont certains sont jugés insuffisants car non conformes aux normes européennes : l'objet de ce programme était d'aider les travailleurs du secteur informel à s'organiser et à se former; il est bien évident que les justificatifs qui peuvent être fournis dans ce contexte ne sont pas toujours de la qualité de ceux que l'on peut avoir en Europe. Nous avons mis de côté, les sommes nécessaires pour faire face à un éventuel remboursement (voir ci-contre), en espérant que le dossier argumenté que nous avons présenté à l'UE sera pris en compte.

Loin de nous abattre, les difficultés des bailleurs à prendre en compte la réalité des contextes dans lesquels nous développons nos projets renforcent notre conviction que notre mission est de venir en aide aux populations les plus pauvres surtout quand elles sont dans un environnement particulièrement défavorable. Nous souhaitons donc continuer à développer des projets conformes à cette mission même si certains financements publics se dérobent. Pour maintenir notre niveau de soutien à ces populations, il est impératif que nous poursuivions nos efforts pour que de nouvelles contributions et de nouveaux donateurs viennent nous renforcer.



**Bernard Lachal**  
Trésorier

	Bilan Actif			Euros
	31/12/2007			31/12/2006
	Brut	Amort. déprécia.	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Concessions, bruts, licences, logiciels, drts & val. similaires	970	970		551
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Constructions				
Autres immobilisations corporelles	464 970	294 894	170 076	193 324
Avances et acomptes	197 971	163 272	34 699	51 587
<b>Immobilisations financières</b>				
Autres titres immobilisés	335	305	30	30
Prêts	26 949		26 949	31 211
Autres immobilisations financières	989		989	989
<b>TOTAL (I)</b>	<b>692 184</b>	<b>459 440</b>	<b>132 744</b>	<b>277 692</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Avances et acomptes versés sur commandes	421		421	3 780
<b>Créances d'exploitation</b>				
Autres créances	258 933		258 933	270 639
Valeurs immobilières de placement	1 798 056		1 798 056	1 133 671
Disponibilités	440 299		440 299	569 927
Charges constatées d'avance	5 408		5 408	11 048
<b>TOTAL (II)</b>	<b>2 503 116</b>		<b>2 503 116</b>	<b>1 989 065</b>
<b>TOTAL GENERAL (I à II)</b>	<b>3 195 300</b>	<b>459 440</b>	<b>2 735 860</b>	<b>2 266 758</b>

	Bilan Passif		Euros
	31/12/2007	31/12/2006	
	Net	Net	
<b>FONDS ASSOCIATIFS</b>			
<b>Fonds propres</b>			
Autres réserves	330 157	330 157	
Report à nouveau	857 843	835 499	
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b> (excédent ou déficit)	36 002	22 345	
<b>TOTAL (I)</b>	<b>1 224 003</b>	<b>1 188 001</b>	
<b>PROVISIONS</b>			
Provisions pour charges	23 178		
<b>TOTAL (II)</b>	<b>23 178</b>		
<b>FONDS DEDIES</b>			
Sur subventions de fonctionnement	1 250 295	878 804	
<b>TOTAL (III)</b>	<b>1 250 295</b>	<b>878 804</b>	
<b>DETTES</b>			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	33 417	4 471	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	104 364	66 592	
Dettes fiscales et sociales	96 691	124 599	
Autres dettes	3 913	4 290	
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>238 384</b>	<b>199 953</b>	
<b>TOTAL GENERAL (I à IV)</b>	<b>2 735 860</b>	<b>2 266 758</b>	

## Compte Emplois Ressources

Le compte Emplois/Ressources fait ressortir en 2006 un excédent de 36 002 €, à comparer à l'excédent de 22 345 € de 2005.

### Emplois

On constate une diminution marquée des fonds consacrés à nos missions sociales; ils passent de 1 943 928 € à 863 308 €. Cette baisse est due principalement à la diminution des subventions publiques, mais elle doit être relativisée; en effet, l'année 2006 était à un niveau tout à fait exceptionnel du fait d'un rattrapage par rapport aux années précédentes ; par ailleurs, les ressources restant à utiliser, qui représentent les engagements que nous avons sur les projets en cours, sont encore très significatives (570 535 €) ; ce montant comporte en particulier des montants " provisionnés " sur les projets au Pakistan (Piler) et à Cuba (Cieric), pour faire face à des remboursements éventuels à l'Union européenne. Tous les projets Sud sont définis avec les partenaires locaux de Frères des Hommes, et ceux-ci en assurent la mise en œuvre à partir des fonds qui leur sont transférés. Il convient de noter aussi la reprise significative de nos missions d'éducation au développement réalisées en France qui passent de 122 322 € à 213 665 €.

Quelques précisions sur les autres emplois :

- Les frais d'appel à la générosité du public sont en augmentation, car nous avons mené une campagne de recherche de nouveaux donateurs,
- La baisse de nos frais de fonctionnement se poursuit.

### Ressources

Les produits de la générosité publique augmentent significativement par rapport à 2006; les dons sont en légère hausse ; les legs sont en très forte augmentation, à un niveau tout à fait exceptionnel.

Les subventions à 427 875 € sont à un niveau très inférieur à 2006 où elles atteignaient 900 378 € ; ce chiffre constitue un point bas qui n'a pas été atteint depuis de très nombreuses années et qui illustre les difficultés d'accès aux financements publics. Le report de nos ressources non encore utilisées représente les ressources affectées aux projets pour les années à venir ; elles ont diminué fortement en 2007 du fait des nombreux projets qui se sont terminés.

Emplois - Ressources 2007		Euros	
	2007	2006	
<b>EMPLOIS</b>			
<b>I. Emplois de l'exercice</b>			
<b>1. Missions sociales</b>	<b>863 308</b>	<b>1 943 928</b>	
1.1 Réalisées en France			
<i>Education au développement</i>	213 665	122 322	
1.2 Réalisées à l'étranger			
<i>Afrique</i>	328 413	409 775	
<i>Asie</i>	135 596	574 590	
<i>Amérique latine</i>	185 634	837 241	
<b>2. Frais de recherche de fonds</b>	<b>207 618</b>	<b>118 509</b>	
2.1 Frais d'appel à la générosité du public			
<i>Frais d'appel et de traitement des dons</i>	199 787	113 031	
<i>Frais d'appel et de traitement des legs</i>	7 831	5 478	
2.2 Frais de recherche des autres fonds privés	<b>22 632</b>	<b>27 159</b>	
<b>3. Frais de fonctionnement et autres charges</b>	<b>320 090</b>	<b>332 496</b>	
dont frais d'information et de communication	81 795	84 911	
<b>4. Charges exceptionnelles</b>	<b>26 848</b>	<b>6 680</b>	
<b>II. Ressources restant à utiliser</b>	<b>570 535</b>	<b>514 245</b>	
<b>III. Excédent de l'exercice</b>	<b>36 002</b>	<b>22 345</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>2 047 033</b>	<b>2 965 362</b>	
<b>RESSOURCES</b>			
<b>I. Ressources de l'exercice</b>			
<b>1. Produits de la générosité du public</b>	<b>1 386 011</b>	<b>1 119 317</b>	
Dons manuels non affectés	832 108	794 208	
Dons manuels affectés	35 150	56 073	
Legs et libéralités	462 285	193 611	
Manifestations	41 438	55 361	
Autres	15 030	20 064	
<b>2. Autres fonds privés</b>			
<b>3. Subventions et autres concours publics</b>	<b>427 875</b>	<b>900 378</b>	
<b>4. Autres produits d'exploitation</b>	<b>3 803</b>	<b>4 141</b>	
dont cotisations	3 803	4 141	
<b>5. Autres produits</b>	<b>20 351</b>	<b>21 652</b>	
dont produits financiers	16 330	23 685	
dont abonnements	416	592	
<b>6. Produits exceptionnels</b>	<b>9 949</b>	<b>13 645</b>	
<b>II. Report des ressources non encore utilisées</b>	<b>199 044</b>	<b>906 229</b>	
<b>III. Déficit de l'exercice</b>			
<b>TOTAL</b>	<b>2 047 033</b>	<b>2 965 362</b>	

### Bilan

Le résultat annuel positif nous permet d'améliorer la qualité de notre bilan, en particulier, en poursuivant la reconstitution de nos fonds propres associatifs. Les réserves constituées nous permettent de préfinancer le déroulement de certains projets de soutien à nos partenaires : en effet, lorsque nous sommes en attente de subventions de bailleurs publics (Union Européenne, Ministère des Affaires Etrangères) nous avons les moyens de faire l'avance des fonds nécessaires.

Enfin, nous soulignerons que les fonds dédiés inscrits au bilan comprennent les " provisions " (remboursements potentiels de subvention) sur les projets pakistanais et cubain pour respectivement 495 000 € et 133 000 €, dont 91 000 € de remboursement maintenant certain sur le projet Cieric (Cuba).

